

ET LA FLANDRE DANS TOUT ÇA ? OLIVIER MOUTON

Le malaise du Mouvement flamand

Le nationalisme flamand a le vague à l'âme. La participation de la N-VA au gouvernement fédéral, décidée il y a quatre ans, s'est soldée par un gel communautaire qui n'a pas fondu au soleil de l'actualité. Ses principaux protagonistes, dont l'ultrapopulaire secrétaire d'Etat Theo Francken, ont re-placé le débat sous l'angle identitaire. Au grand dam de ceux qui continuent à se battre pour une autonomie accrue de la Flandre – voire pour son indépendance. « Le débat sur la Flandre de demain est davantage qu'un débat sur l'islam », écrivaient, en septembre, dans une carte blanche, les députés Hendrik Vuye et Veerle Wouters, qui ont précisément quitté la N-VA en raison de son manque d'entrain communautaire. « Le fait qu'un homme doive serrer la main d'une femme, est-ce devenu l'objectif suprême du Mouvement flamand ? » enchérissait Bart Maddens, politologue flamingant de la KUL. Ensemble, ils regrettent la posture d'un Francken lorsqu'il tweete furieusement « pas de charia, aujourd'hui ni jamais », parce que cette menace... est créée de toutes pièces.

Le malaise est réel. Au point que les protagonistes du Mouvement flamand, ce vaste réseau d'associations plus ou moins flamingantes, se divisent ouvertement. C'est ce qu'il ressort d'une enquête menée par Simon Demeulemeester et publiée dans le *Knack* du 7 novembre. Six organisations ont ainsi quitté la plateforme des associations flamandes (OVV - Overlegcentrum van Vlaamse Verenigingen) en raison de la tournure prise par le débat identitaire. Certaines sont petites, comme le Rodenbachfonds présidé par une vieille connaissance, l'ancien sénateur Volksunie Patrik Vankrunkelsven. D'autres sont nettement plus importants en nombre, comme

le Davidsfonds, le plus grand réseau culturel flamand et pilier catholique, qui compte 40 000 membres et 5 000 volontaires.

Les partisans de l'indépendance de la Flandre – voire du confédéralisme – s'inquiètent des perspectives, peut-être pas si lointaines, d'une négociation communautaire qui s'ouvrirait au lendemain des élections du 26 mai 2019. « Nous serions à la table des négociations, mais avec le pantalon baissé », résume Bart De Valck, président du Vlaamse Volksbeweging, l'un des fers de lance du nationalisme (qui fut dirigé par l'actuel chef de groupe N-VA à la Chambre, Peter De Roover). En raison d'un manque de préparation criant, même si certains avancent que la réflexion avance au sein du groupe Objectif V, qui était dirigé au sein de la N-VA par le nouveau ministre de la Défense, Sander Loones. « Mais si c'est le cas, même le ministre-président Geert Bourgeois (N-VA) n'est pas au courant », grince Bart Maddens.

Le constat posé par plusieurs flamingants est en outre étonnant, vu du côté francophone. « Les réformes de l'Etat successives ont entraîné une technologie de pointe communautaire très compliquée », souligne le constitutionnaliste Hendrik Vuye. Qui confesse : il faut des experts pour s'en occuper. « Avant, il y avait des ennemis clairs comme José Happart (PS), relève Bart De Valck. Aujourd'hui, nous devons nous battre contre des institutions et des lois. La stratégie francophone de tout rendre plus complexe a marché. » Résultat : le nationalisme flamand privilégie désormais le débat sur l'immigration. Reste à savoir si on y a gagné au change... ▣

« Avant, il y avait des ennemis clairs comme José Happart (PS). Aujourd'hui, nous devons nous battre contre des institutions et des lois. La stratégie francophone de tout rendre plus complexe a marché. »